

L'Adresse

M. Gerald Keddy (South Shore, PC): Monsieur le Président, j'interviens dans le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône au nom de la population de la circonscription de South Shore, en Nouvelle-Écosse.

Comme le veut la tradition, je vous félicite pour votre nomination à la présidence. Je tiens également à féliciter ceux qui vous secondent dans vos fonctions. Ils font un travail important.

Je voudrais aussi féliciter mon collègue pour son discours. Je l'ai écouté attentivement et je crois que tous les députés devraient s'inspirer de ses paroles.

Je félicite avec empressement le motionnaire et le comotionnaire du discours du Trône. Ils ont très bien rempli leurs fonctions. Personnellement j'aurais été un peu embarrassé de présenter un tel document, mais j'imagine que c'est parce que je suis progressiste conservateur, donc, que je n'aime pas les discours creux comme ce discours du Trône.

Il incombe au Parlement d'examiner, de fouiller, d'expliquer, de critiquer et d'améliorer. En d'autres mots, le Parlement parle. Je suis ici pour vous parler franchement, monsieur le Président, et, par votre intermédiaire, aux députés présents. J'ai quelques petites choses à dire.

Tout d'abord, la population de South Shore mérite mieux que ce que le gouvernement propose comme plan pour l'avenir. C'est pour moi un honneur de représenter South Shore et cela constitue aussi un devoir solennel. Ma circonscription a été représentée par de bons députés au fil des ans et je les prendrai pour exemple.

Un de mes plus distingués prédécesseurs a été élu ici en 1957. J'espère rendre justice à l'héritage de M. Lloyd Crouse. Il a représenté la population de South Shore pendant de nombreuses années et j'éprouve une dette envers lui. South Shore est un endroit magnifique et il s'en est très bien occupé.

J'ai beaucoup à apprendre de la persévérance de M. Crouse dans sa défense de sa circonscription. Je n'ai pas encore eu la possibilité de monter au front. Cependant, j'ai commencé à parfaire mon éducation en étudiant certaines de ses interventions dans l'Adresse en réponse à des discours du Trône passés. Il y a près de 35 ans une réponse au discours du Trône, M. Crouse parlait du commerce et de son importance. Il est certainement aussi perplexe que je le suis devant le revirement des libéraux sur la question.

• (1425)

De toute façon, il a parlé des nombreuses activités de notre circonscription dans le secteur de l'exportation. Les entreprises du sud de la Nouvelle-Écosse exportent du poisson, des arbres de Noël, du papier et d'autres produits forestiers ainsi que des produits manufacturés. Toutefois, notre potentiel en tant que point de départ le plus rapproché d'Europe dans la partie continentale du Canada grandement sous-utilisé.

Éducation. C'est ironique que M. Crouse n'ait pas beaucoup cru dans la sincérité des libéraux sur la question de rendre l'éducation accessible, abordable et excellente. C'est ironique à cause du fait que le gouvernement a annoncé récemment son plan en vue de favoriser l'excellence, et ce, après avoir sabré sauvagement dans les transferts fédéraux aux provinces pour l'éducation. Y a-t-il quelqu'un de l'autre côté de la Chambre qui se souvienne du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, qui était si mal conçu?

Dans sa réponse, M. Crouse a mis l'accent sur les liens économiques étroits qui existent entre la circonscription et les États de la Nouvelle-Angleterre. À l'ère du libre-échange, les Canadiens seraient stupides de permettre à leur gouvernement de leur imposer des décisions qui diminueraient les avantages potentiels du commerce avec les États-Unis.

La Nouvelle-Écosse est dans une position concurrentielle avantageuse à cet égard et serait lésée si le gouvernement décidait d'assujettir à ses politiques partisans les questions commerciales en Nouvelle-Écosse. Il serait ridicule de nous priver du droit d'acheminer nos innovations, nos produits, nos ressources et notre gaz vers les marchés appropriés.

Dans sa réponse, M. Crouse a parlé des gens de la circonscription. Il a parlé de leur indépendance, de leur volonté de fer, de leur croyance dans leur capacité de subvenir à leurs propres besoins de nos familles de la circonscription de South Shore comptent beaucoup d'agriculteurs, de travailleurs forestiers et de pêcheurs.

Nous, de la circonscription de South Shore, tirons une grande partie de notre gagne-pain des industries primaires. Nous travaillons fort et nous travaillons de longues heures. Nous le faisons pour subvenir aux besoins de nos familles et assurer notre avenir. Que personne en cet endroit ne dénigre l'éthique de travail des gens de South Shore.

Au sujet de la fiscalité--M. Crouse en a parlé--il a dit ceci: «Mes électeurs jugent que les taxes, et surtout l'imposition directe, ont

pour effet d'étouffer la relance des affaires et de freiner le développement. » On n'a jamais si bien dit. C'est simple.

Les cotisations d'assurance-emploi, là encore le petit entrepreneur a besoin de pouvoir souffler un peu, mais il ne faut, semble-t-il, pas en attendre trop du gouvernement libéral en matière de croissance et de prospérité.

Ce que j'ai lu dans le hansard de l'autre endroit, la chambre haute du Parlement, m'a mis complètement hors de moi. Le leader du gouvernement à l'autre endroit est néo-écossais comme moi. Il a piqué ma curiosité par la réponse qu'il a donnée à une question sur l'opportunité pour le gouvernement de--je ne pense pas pouvoir utiliser ce terme ici--disons repenser l'insistance qu'il met à imposer aux petits entrepreneurs des cotisations exagérément élevées au régime d'assurance-emploi.

Le leader de l'autre endroit, un monsieur très bien, mais néanmoins isolé, comme libéral fédéral de la Nouvelle-Écosse, a appris que, d'après les prévisions de la Chambre de commerce du Canada, le surplus de la caisse d'assurance-emploi s'élèvera à 16 milliards de dollars cette année.

On lui demandait d'expliquer aux sénateurs comment il se faisait que le ministre des Finances continuait d'insister à accabler ceux qui créent des emplois en leur faisant payer des cotisations exagérément élevées. Il a répondu que, si le gouvernement libéral ne réduisait pas les taux de cotisation, c'était parce qu'il voulait garantir «un apport de revenus suffisant pour couvrir les débits autorisés sur le compte d'assurance-emploi». Serait-ce que le gouvernement prévoit une augmentation considérable du nombre de prestataires? Ou appréhende-t-il une récession?

Sur la question des dépenses, le gouvernement ferait-il preuve de prudence? Je ne suis pas convaincu que ce soit l'opinion de la majorité.

Au cours de la dernière législature, par exemple, il a autorisé l'ancienne vice-première ministre à dépenser de façon inconsidérée chaque fois que des goûts de patriotisme la prenaient. Notons également l'annulation du contrat des hélicoptères EH-101, qui a coûté très cher en frais d'annulation, sans parler du mépris flagrant des vies humaines.

La privatisation de l'aéroport Pearson a aussi été annulée, et le gouvernement a dépensé gros pour se sortir de ce borbier politique, ou du moins essayer de s'en sortir. Il faut dire que le premier ministre tenait absolument à passer pour quelqu'un qui s'accommode d'une Chevrolet, tout en gardant sa Cadillac.

(1430)

Le gouvernement cache bien son jeu lorsqu'il s'agit de dépenser.

Parlons un peu des ressources naturelles. Je vais être honnête et vous dire que je ne pensais pas avoir lu le discours du Trône correctement. Je croyais fait une erreur, parce que je n'ai absolument rien vu de concret au sujet des ressources naturelles. Je n'ai rien vu pour les Canadiens qui gagnent leur vie en travaillant fort pour cultiver leurs récoltes, en consacrant toutes leurs énergies à exploiter les belles ressources naturelles du pays.

Je n'ai rien entendu au sujet du développement durable. Je n'ai trouvé que le passage suivant, et je cite: «Le patrimoine naturel riche et diversifié de notre pays est une source de fierté nationale et un objet d'admiration à l'échelle internationale. La population canadienne est à la fois la bénéficiaire et la gardienne d'un pays qui recèle 9 p. 100 de l'eau douce de la terre, 10 p. 100 de ses forêts et 25 p. 100 de ses terres humides.» Je croyais lire une carte postale. Vraiment. Tout cela n'a aucun sens.

Peut-être qu'un ministériel pourrait noter l'incohérence. Le gouvernement n'a pas garanti à la Nouvelle-Écosse que son industrie de la pêche va survivre. Qu'en est-il de la même industrie au large des côtes de ma région?

J'aimerais terminer en disant un mot au sujet des affaires indiennes. Je suis le porte-parole du Parti progressiste conservateur relativement aux affaires indiennes, au développement du nord et aux ressources naturelles. Je vais m'en tenir à une citation qui, selon moi, est très importante. La personne que je cite est un Canadien célèbre et aussi un résident de la Nouvelle-Écosse. Le gouvernement et tous les députés à la Chambre auraient intérêt à se souvenir des propos, du très honorable Robert Stanfield, un concitoyen de la Nouvelle-Écosse. M. Stanfield a déclaré ce qui suit, lors d'une visite à Calgary, il y a 30 ans:

Dans l'ensemble, le leadership au sein de la collectivité autochtone s'est exercé de façon responsable et modéré. En général, les méthodes employées étaient les manifestations pacifiques et les exposés raisonnés. Toutefois, si nous ne donnons pas suite aux revendications des porte-parole modérés de la collectivité autochtone, il y a un risque que ceux-ci soient remplacés par des chefs moins patients et plus militants.